

KANGURA



N°8

KANGURA - MAGAZINE - VERSION INTERNATIONALE

100 FRW

UJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI

K023 3621

NOUVELLE STRATEGIE DES INKOTANYI DOCUMENT EXPLOSIF

XIV^{eme} SOMMET DE LA C.E.P.G.L.
A DES QUESTIONS DIFFICILES DES REPNSES
DECONCERTEES !..... ET DES ARMES.

S'ATTENDRA-T-ON A UN ARBITRAGE IMPARTIAL ?

A QUAND LA LIBERATION
TOTALE DES HUTU ARRE-
TES EN NOVEMBRE 1991 ?

AVEZ-VOUS INTERDIT A LA
PRESSE RWANDAISE DE
MOINS ECRIRE SUR LE BU-
RUNDI ?

VOUS AVEZ TOUS LES ME-
MES MOEURS... VOUS ETES
OBLIGES DE VOUS TROU-
VER D'ENTENTE DANS UN
ESPRIT DE BONNE COM-
PREHENSION MUTUEL-
LES.



- LE PARTI LIBERAL (RWANDAIS) N'EST PAS LIBERAL
- LE HCR COMPLICE DU REGIME DE BUKUMBURA P
- TRIPARTITE MENACEE DE DOMINATION TUTSIE

- GIKONGORO: TENSION INTERETHNIQUE SCOLAIRE A KIBEHO
- C.E.P.G.L. LA LIBERTE D'EXPRESSION MENACEE EN SON SEIN.

IMPRIMERIE...
DISTRIBUTION...
KANGURA

LA C.E.P.G.L. ET LE DESENGAGEMENT



Le XIVth Sommet Ordinaire de la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs) se tiendra à Gisenyi. Ce sera au moment où cette communauté «s'efforce» unanimement d'installer la Tripartite dans l'impasse.

Cause : rien n'a été fait et tout reste à faire.

Certains pays membres ne visent que leurs intérêts égoïstes sans aucunement penser à l'avenir de la Communauté. Le Burundi occupe la première place dans le cadre d'oublier les intérêts de la sous-région. Ainsi, il obtient à plusieurs reprises de part la fermeté, voire l'entêtement de sa Délégation, des décisions qui lui sont favorables (IRAZ, SINELAC, IRRMIT, blocage du dossier sur la libre circulation....). Pour les décisions qui requièrent des efforts de sa part, le Burundi met du temps à en assurer l'application.

Aussi, pour cette raison, la CEPGL ne parvient-elle à avancer rapidement. Et chaque fois qu'il y a une décision importante à prendre, on prévoit un calendrier d'application. Pour la bonne marche de cette communauté, il faut voir s'il est nécessaire de continuer à céder au manque de souplesse de la délégation burundaise.

La majeure faille de la crise économique que connaît la communauté est pour la grande partie causée par le Burundi qui ne contribue pas régulièrement. Dans *Jeune Afrique* n° 1626 du 5 mars au 11 mars 1992, Cyprien Mbonimpa, Chef de la diplomatie burundaise, a déclaré : «Un sommet de la CEPGL doit se tenir à Gisenyi (Rwanda) les 14 et 15 mars 1992. Ce sommet se tient dans un con-

texte difficile. Les crises économiques qui seconcent les Etats membres ont des répercussions négatives sur la vie de cette communauté qui continue tout de même de fonctionner (....) Rien ne sert donc de voter des budgets que nous ne sommes pas en mesure d'honorer ni de maintenir en postes des fonctionnaires que l'on ne peut payer».

Ce raisonnement serait sans nul doute louable si le Burundi n'avait pas d'arriérés colossaux sur les budgets qu'il avait votés au sein de la Communauté. Depuis plusieurs mois déjà les salaires et indemnités des fonctionnaires de la CEPGL leur sont insuffisamment rémunérés, soit au quart.

En matière de sécurité, les Etats membres se font des accusations selon lesquelles — les réfugiés installés dans un pays s'adonnent à des activités subversives visant à destabiliser le pays d'Origine. Tel est le cas des Inkotanyi qui s'entraînent à Kirundo au Burundi.

— L'un ou l'autre pays tolère le transit sur son territoire d'individus ou groupes d'individus, de matériel militaire pour perpétrer des attaques armées contre un pays membre. Ici il est à signaler les Inkotanyi entraînés au Burundi qui passent par Bibwe (Zaïre) pour entrer en Ouganda afin d'attaquer le Rwanda par le Nord.

— Les ressortissants d'un pays membres subissent des persécutions voire des sévices de la part d'un pays membre où ils se trouvent : Les diplomates burundais à Gisenyi et les atrocités subies par les réfugiés rwandais qui s'étaient réfugiés à leur ambassade accréditée à Bujumbura, ne manquent pas de faire objet d'accusations réciproques.

L'insécurité qui alors prévaut dans cette sous-région pourrait à la longue être à la base de l'écroulement de la communauté. Mais chaque année, les Chefs d'Etats membres tablent sur la sécurité et les accords signés sont du genre :

1° prendre les mesures pratiques utiles aux fins d'assurer la sécurité nécessaire aux frontières;

2° faire respecter par les réfugiés l'obligation qui leur incombe de se conformer aux lois et règlements qu'aux mesures prises en vue du maintien de l'ordre public;

3° prendre à l'égard des réfugiés ne respecteraient pas les devoirs leur impose leur situation de réfugiés des mesures très rigoureuses pour aller jusqu'à leur expulsion;

4° interdire l'installation de bases militaires étrangères, le stationnement, le transit des troupes étrangères, matériel militaire, d'individus groupés d'individus qui constituent un danger ou une menace pour l'un des parties contractantes;

5° échanger tous renseignements utiles au but recherché par cet accord.

Il est cependant regrettable que la Délégation burundaise, au lieu de résoudre le problème de la sécurité avec les autres pays membres comme il se doit, demande incessamment l'interdiction à la presse rwandaise d'écrire sur le Burundi. S'obstinant ainsi dans le refus des principes et règles édictés par la liberté d'expression, gauchisme pour la démocratie et le développement.

Si toutes les activités de la CEPGL tournent autour de la sécurité actuellement mise en cause, cette communauté bat, par conséquent, de l'aile. D'aucuns se demandent d'ailleurs sur sa raison d'être si elle continue à stagner dans le désengagement. Les Chefs d'Etat des pays membres doivent par ailleurs se garder de la honte qui poursuivrait la destruction en tenant à leurs engagements.

Issa NYABYENDA.

LE HCR COMPLICE DU REGIME DE BUJUMBURA !

• H.C.R. c'est le célèbre sigle du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, un organisme des Nations Unies comme la F.A.O., l'O.M.S. l'U.N.E.S.C.O. etc....

Cet organisme s'occupe des problèmes des réfugiés dans le monde. L'on a toujours dit et c'est vrai que les organismes internationaux ainsi que les O.N.G. (Organismes non Gouvernementaux) sans oublier les missions diplomatiques ont un faible pour les Tutsi au nom de la défense de la minorité. Les chiffres sont très parlants. Allez voir dans les représentants diplomatiques, dans ces organismes, vous verrez que le pourcentage des tutsi bat le record. Du facteur à l'employé de bureau en passant par le veilleur ou le planton. Vous ne trouverez que des «descendants du Roi Salomon et de la Reine de Sabbah». Et c'est d'ailleurs ce qui a fait que la communauté internationale a mis du temps pour comprendre la situation dans laquelle le Rwanda se trouvait au début de la «guerre d'octobre»

Rien de surprenant quand on sait que du temps de la colonisation ou de «tutelle» si on le voudrait, vous voulez, les colons estimaient qu'un tutsi soi de loin plus intelligent qu'un Hutu. C'est ainsi qu'ils n'ont pas touché à l'Administration qui était en place

laquelle administration opprimait les Hutu. C'est ce que les Britanniques ont appelé l'«indirect rule».

Le HCR même si c'est une organisation humanitaire ne peut pas changer la règle. C'est ainsi qu'il a nommé comme Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique un certain Nicolas Bwakira.

Eh oui ! un tutsi et de surcroît un frère de l'ancien ministre des affaires étrangères Melchior Bwakira. Il est en effet originaire du Burundi, membre de l'ethnie tutsi et de ce fait solidaire avec ses frères de sang du Burundi et d'ailleurs. Comment donc ce haut fonctionnaire de l'ONU peut-il être impartial dans le traitement de problèmes des réfugiés tutsi ou hutu de la Région des Grands Lacs?

Le rapatriement hatif et suspect des réfugiés burundais de la Tanzanie, consécutifs aux accords que le HCR a signés le 27 août 1991 à Dar-Es-Salaam avec le Burundi et la Tanzanie a de toute évidence été conditionnée par la présence de Nicolas Bwakira au sein du HCR. Comment en aurait-il été autrement d'ailleurs ? En effet, comment peut-on qualifier de «volontaire» un rapatriement inspiré et téléguidé par un pays qui s'est rendu tristement célèbre dans la violation grossière des droits fondamentaux de l'homme non seulement avec le gé-

nocide sélectif de 1972 où quelques 300.000 personnes ont trouvé la mort et quelques 200.000 autres réfugiés.

Mais aussi avec le massacre atroce d'août-septembre 1988 où 55.000 personnes ont péri et 45.000 autres réfugiés ? Ou alors, celui, plus récent, de novembre-décembre 1991 qui a coûté la vie à d'innombrables Hutu. Quand ils ne sont pas assassinés dès leur retour de l'exil, la plupart des Burundais répondant aux appels trompeurs du pouvoir en place sont relégués au rang de «suspects», d'«infiltrés», de «rebelles» potentiels. On les affuble de l'épithète infamante de «terroristes venus de l'extérieur» et on s'en sert à l'occasion comme «étincelle» pour mettre le feu aux poudres.

Les tueries qui se déroulent au Burundi depuis le 23 Novembre 1991 et qui ont déjà coûté la vie à plus de 3.000 personnes nous en offrent un témoignage particulièrement éloquent et dramatique. On épargne que quelques éléments à exhiber devant la presse étrangère pour rehausser l'image de marque de la nation. Les Nations-Unies devraient confier à Nicolas Bwakira des responsabilités dans une autre région où il pourra mettre ses qualités au service du HCR tout en étant au dessus de tout soupçon. H.

LA MALADIE INFANTILE DE LA DIPLOMATIE RWANDAISE :

La peur, l'immaturité, l'incohérence, l'indécision, la naïveté, l'inconsistance, l'irresponsabilité, l'ignorance, la négligence l'hésitation, la confiance exagérée, la mollesse, l'impopularité, le complexe d'infériorité, l'irrationalité et la soumission aveugle constituent des défauts parmi des milliers d'autres caractéristiques d'une diplomatie rwandaise pratiquement inqualifiable.

En effet, et depuis l'avènement de la République jusqu'à l'heure actuelle, les Autorités poli-

tiques et les services techniques compétents n'ont pas su mettre sur pied et appliquer une stratégie cohérente et intéressée d'une diplomatie habile susceptible de contrer victorieusement les manœuvres insidieuses et hautement sophistiquées des féodaux et leurs souteneurs qui ont juré leurs grands dieux d'isoler le Rwanda de la scène internationale.

Dans le pays même, la Révolution Sociale de 1959 tend par exemple à tomber dans les oubliettes de l'histoire, 30 ans seulement

après. Et pour cause, nos manuels scolaires et d'autres sources de documentation au lieu d'y consacrer toute l'attention requise limitent l'histoire rwandaise aux anciennes expéditions punitives et parfois sans objet des forces royales dans le seul dessein de glorifier des dynasties tutsi ayant brillé moins par la défense et l'élargissement du territoire que par un asservissement impitoyable des masses populaires hutu.

Au delà de nos frontières, cette Révolution est même morte

avant d'avoir vu le jour faute d'une diplomatie active capable d'en exporter avec tact, détermination et efficacité le suc décidément révolutionnaire. Même la Belgique, ancienne métropole qui a suivi pas à pas les soubresauts sociopolitiques au sein de la société rwandaise durant les dernières décennies, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et d'autres nations y compris de nombreux pays africains qui entretiennent d'étroites relations de tout genre avec le Rwanda ignorent complètement que cette Révolution ait jamais eu lieu et n'en réalisent pas le bien-fondé. La faute revient nécessairement aux agents du Département ayant les affaires étrangères dans leurs attributions et surtout aux représentations diplomatiques accréditées à l'étranger qui ne font montre d'aucun effort particulier à mener une propagande tout azimut et agissante dans ce sens.

Les problèmes d'ordre économique qui requièrent une action concertée de grande envergure et suffisamment musclée à l'échelle planétaire sont maintes fois aggravés par une inertie et une incapacité notoires de nos ambassades et de leurs patrons de Kigali. D'importantes aides financières sont souvent remises dans les tiroirs des bailleurs de fonds parce que le pays n'est pas à même de défendre énergiquement et avec persuasion l'utilisation de ces ressources ou de déjouer avec doigté une campagne de dénigrement savamment orchestrée par des féodaux impénitents et d'autres ennemis irréductibles du peuple rwandais qui opèrent au sein des organismes internationaux et dans divers secteurs de coopération au développement. Des centaines de projets destinés à relever l'économie rwandaise sont également détournés au profit d'autres pays plus intrigants au vu et au su de nos responsables impuissants.

Les troubles sociaux et les agressions dont le pays fait malheureusement trop souvent l'ob-

éclaté le 1/10/90 dans les régions frontalières avec l'Uganda et nous imposé par des réfugiés tutsi épaulés solidement par leurs congénères de l'intérieur et par d'autres complices vendus ou en mal avec le régime et surtout par le président Museveni et les autorités tutsi du Burundi ont toujours été maladroitement présentés par nos itinérants et nos plénipotentiaires qui, se complaisant en déclarations contradictoires et stériles et entièrement désarmés en matière de renseignement extérieur, désorientent l'opinion nationale et internationale et se ridiculisent face à un ennemi plus écouté et plus choyé car ses idées et ses actes sont plus cohérents et plus résolus dans le fond comme dans la forme.

Ainsi les attaques des inyenzi de 1960 à 1967, l'actuelle guerre des bandes armées venues d'Uganda, les provocations incessantes du Gouvernement Burundais et les incitations excessives des tutsi à des entre-déchirements meurtriers de la population n'ont guère été exploitées avec toute la dextérité qui s'impose par nos ambassadeurs ordinaires et extraordinaires dans l'intérêt bien compris et inaliénable du peuple rwandais. A défaut d'explications convaincantes et réellement engagées de la part de ces Excellences l'extérieur penche en fin de compte consciemment ou non du côté du camp adverse qui, lui, sait manipuler avec finesse et ingéniosité ses interlocuteurs.

Malgré les efforts immenses que le Gouvernement Rwandais déploie — aux dépens même de sa crédibilité intérieure, de la sécurité publique et des intérêts vitaux de la majorité de la population — pour veiller scrupuleusement au respect des droits fondamentaux de l'homme, le Rwanda reste malgré tout toujours placé à tort au premier banc des accusés pour soi disant avoir enfreint ce principe universel sacré. Par contre, les pays comme le Burundi et l'Uganda qui asservissent sans merci une partie majoritaire de leurs citoyens et la soumettent à des sévices les plus atroces sont classés en position honorable parmi les Etats

épris de paix, de justice, de liberté et de démocratie et qui mettent correctement « en pratique » ces vertus. En effet, le secret de ces régimes impopulaires et ultra-fascistes réside en leur faculté congénitale à mettre, avec un art peu commun, sur les rails une diplomatie psychologique mensongère des plus actives et marquée d'un savoir-faire moins tapageur ou timide que tactique et raisonné.

En fait, les diplomates rwandais sont préalablement et prioritairement motivés par le souci majeur d'entasser des sommes colossales de devises et d'accumuler d'énormes biens matériels au détriment de l'intérêt national relégué à l'arrière-plan. Des bousculades chez le Ministre des Affaires Etrangères et même chez son Excellence Monsieur le Président de la République ou chez des pistons de taille et de poids ne sont pas monnaie rare pour ceux qui aspirent à décrocher une place quelconque dans les sphères diplomatiques; la recommandation primant ainsi sur le talent, la compétence et l'efficacité. Force est cependant de constater que le commando parachutiste, l'ecclésiastique raté et le spécialiste en santé maternelle et infantile ont heureusement bien mené leur barque puisqu'ils n'ont pas tellement confondu respectivement les structures soldatesques, les offices liturgiques et les ordonnances médicales avec les méandres de la diplomatie diplomatique. Néanmoins, leurs moyens de travail qui ne débouchent jamais à des fins attendues, positives et porteuses de fruits tangibles à courts, à moyen et à long terme ne sont pas de nature à être justifiés ou justifiables.

Ndekezi Bonaparte — Gisuma.

TRIPARTITE MENACEE DE DOMINATION TUTSI

«L'EMPIRE CORRIDOR HIMA»

K023 3625

Admettons que les Rwandais non authentiques établis à l'étranger sous la couverture d'immigré et de réfugié, aient l'intention de regagner le pays — prétendument le leur — qu'ils ont dirigé, depuis plus de quatre siècles, il n'aurait pas de doute qu'ils puissent rentrer au Rwanda en toute pacificité, que de recourir aux forces des armes.

Leur plan, à n'en point douter, est de prendre le pouvoir en place à Kigali par la puissance des forces armées. Ne pouvant évoquer ici les véritables raisons de la crise, nous dirons que la guerre d'octobre 1990 lancée par le FPR depuis l'Ouganda initiée par le mercenaire hima Museveni, avait fait marquer — c'est vrai — un tournant dans l'histoire du pays, obligeant le régime Habyarimana à composer, à admettre le multipartisme, à s'engager, fût-ce malgré lui, sur la voie des réformes.

On reconnaît un frère dans les circonstances difficiles de la vie. Le Président Mobutu du Zaïre n'a pas pu dormir sur ses lauriers en envoyant quelques troupes afin de secourir l'Armée Rwandaise qui devrait inlassablement se combattre au Front. Solidarité bantoue oblige ! C'est ce qui a mis dans les premières heures les anciens exilés en échec ? Ce n'est pas tout. En effet, ils souhaitent ardemment le départ du Maréchal du Zaïre, pays frère et celui du Président du pays des Mille Collines en vue de s'accaparer de la sous-région des Grands Lacs. Heureusement que cela n'est qu'une utopie lorsque le Parlement zaïrois (Assemblée Nationale) avait déjà, et entre-temps, porté des amendements à la Constitution garantissant M. Mobutu la tenue de son fauteuil jusqu'aux élections de son éventuel successeur. Son homologue du Rwanda semble être confronté à la situation analogue. Les manipu-

lés de l'opposition brûlent du désir de voir parti le Président de la République rwandaise en 4^{ème} vitesse ! Ce qui résulterait d'un vide politique, donnant ainsi l'occasion aux diables tutsis d'instaurer l'anarchie et, bien sûr, créer «l'Empire Corridor Hima» dans notre sous-région.

Il serait surprenant de constater l'aboutissement de cette démarche si la clique d'accommodeurs de toutes manœuvres de mauvais aloi pouvaient prendre les destinées du Zaïre et du Rwanda; alors que le Burundi — il y a plus de quatre siècles — est sous la domination de la minorité tutsi.

Enfin la vigilance ne peut être de mise quand les plans des Inkotanyi sont encore intacts.

ZAYANA Raphaël.

LES RELATIONS MILITAIRES GERMANO-BURUNDAISES: MEINE FREUNDE, MITMACHEN !! (CHERS AMIS, FAITES COMME MOI)

On rapporte que quand les cosmonautes Américains et Russes se sont rencontrés dans l'espace il y a quelques années, ils se sont salués et ont continué la conversation en Allemand !! C'est vrai que l'Allemagne actuelle est un peuple clairvoyant, peut-être le plus clairvoyant de l'Occident ! Quo dit clairvoyant dit intelligent et honnête ! Au Burundi, les Allemands n'ont jamais "digéré" un président-assassin nommé Bagaza parce qu'il avait dirigé l'armée de Micombero pendant le génocide de 1972. Est ce que les autres puissances amis du pays étaient aveugles pour ovationner un criminel ?

Les occidentaux influents mettent à peine en question l'armée burundaise qu'ils assistent en tout, tout en sachant qu'ils entretiennent une garde prétorienne personnelle de la kleptocratie d'une ethnie minoritaire criminelle. Ils savent bien que

chez les Belges par exemple, une armée à prédominance wallonne ou flamande est anticonstitutionnelle mais ils alimentent la garde prétorienne monoethnique tutsi en armes, munitions "entraîneurs", et autres moyens logistiques en connaissant bien les méfaits de cette espèce de police privée tutsi raciste, ayant presque un million de cadavres de leurs frères-Hutu à son actif depuis sa création.

Citant le journal allemand "Stern" du 20/2/92, Radio Rwanda nous a appris que l'Allemagne venait de dire non à l'aide militaires aux responsables des massacres ethniques successifs dans ce pays. La même chose pour la clique Himas de l'Uganda. Ce n'est pas étonnant en effet, pour le monde entier que l'Allemagne d'aujourd'hui symbolise la paix, la liberté, la justice et l'unité. Ceci est un exemple à suivre pour les autres Occidentaux qui assistent mili-

tairement la pseudo armée Burundaise en lui fournissant gratuitement souvent tous les moyens de massacrer périodiquement les Bahutu. Que ces amis du Burundi aident, à l'instar de l'Allemagne, à démasquer d'autres tristes personnages qui, en plus du Major Nengeri, se dissimulent maladroitement derrière la Charte de l'Unité Nationale et du président Buyoya pour essayer de cacher leurs crimes à la justice. On peut citer: Bagaza, ..., Gakoryo, Kadoyi, Shibura, Simbananiye, Nyamoya, Mbonimpa ... et tant d'autres criminels illustres dans la répression de l'ethnie Hutu. Il y a lieu de se demander pourquoi ces gens ne se font pas encore apostropher par la sagesse internationale sur leur responsabilité dans les génocides au Burundi pour être châtiés pour crime contre l'humanité et contre toutes les valeurs sacrées connues. Félicitons encore l'Alle-

L'ALLEMAGNE, UN MODELE A ENCOURAGER.

Les décisions que vient de prendre l'Allemagne à l'égard de nos deux pays voisins, à savoir le Burundi et l'Ouganda laissent à réfléchir. D'une part, l'Ouganda est accusé d'orienter les aides extérieures vers l'armement à 30% du Budget national. D'autre part, le Burundi est mis en cause pour la responsabilité de ses militaires dans les troubles sanglants qui ont récemment endeuillé le pays. Toutes ces mesures ne peuvent qu'être prises que par un pays souverain, libre d'exercer sa politique comme lui en dicte sa conscience, dans les limites des lois qui le régissent mais aussi en fonction de ses engagements internationaux. L'Allemagne a su prendre des décisions attendues avec la très grande impatience. Si le Burundi a su s'attaquer à la presse ou à une autorité quelconque dans ce pays, il lui appartient de démontrer qu'il a raison de s'en prendre à une partie de la population allemande. Nous pensons que les juridictions compétentes feront bien travail de montrer encore une fois la vérité.

Il est temps que les pays occidentaux prennent de plus en plus de mesures coercitives et justes pour décourager ceux qui entretiennent des régimes sanguinaires, tyranniques et tortionnaires. Seules de telles mesures sont de nature à décourager tous les pays assistés qui trempent dans l'un ou l'autre des scandales. Nous estimons que ces mesures n'ont pas de relation avec la guerre menée contre le Rwanda, néanmoins elles donnent lieu à une certaine réflexion sur ce qui est populairement diffusé sur les deux pays en ce qui concerne leur éventuel appui

Suite de la page 5.

magne pour sa perspicacité, son courage, et son honnêteté en face de la question ethnique au Burundi. Nous espérons que ses efforts pour faire cesser les génocides au Burundi serviront d'exemple aux autres vrais amis du peuple burundais.

MUNYAKAYANZA Omar
C/O Club Rafiki
B.P. 952 - KIGALI.

aux Inyenzi-Inkotanyi. Les allégations selon lesquelles les deux pays ont en commun un penchant sensiblement prononcé pour l'augmentation des armes ou sur la participation de l'armée burundaise dans le massacre des hutu dans le pays sont de plus en plus prouvées.

Il s'avère tout-à-fait normal que si un pays exagère dans l'accomplissement d'actes barbares et égoïstes, au détriment de la population majoritaire; la seule façon d'inviter ce régime à revoir sa politique, c'est de lui prendre des sanctions sévères pour le contraindre à adopter une attitude plus conséquente. Cela devrait se faire sans trop d'exception, pour autant que les intérêts collectifs ou publics sont lésés. De toutes les façons, certains analystes ne craignent pas de comparer souvent ce qui se passe au Burundi à ce qui se vit en Afrique du Sud. Le Blanc est venu et a colonisé les noirs mais avant lui, du moins en Afrique Centrale, le noir a connu et connaît encore un autre colonisateur qui est issu de la race hamite notamment le tutsi ou le hima.

Acceptons donc de dire les choses telles qu'elles sont, c'est notre seule manière de résoudre nos problèmes. Veiller donc aux relations de bon voisinage ne signifie nullement se taire ou taire les exactions continues dans l'un ou l'autre des pays limitrophes. Les pays de la région doivent encourager un journalisme révolutionnaire dans le sens de la vérité, de l'objectivité, de la cohérence pour une meilleure cohésion des masses. Plus d'un parti se réclame de la révolution, de la république et la défense de ces deux acquis implique toujours un effort plus développé de pénétrer dans la moelle du sujet pour en connaître les tenants et les aboutissants, et mieux appréhender la situation sur base des données réelles. Les régimes minoritaires ne doivent pas se laisser indifférents. Ils doivent redouter la force d'un peuple opprimé, parfois à bord des débordements. Toute chose a sa patience. Il faut gouverner et commander mais avoir en tête que toute politique a tôt ou tard ses retombées, ses incidences sur les

L'Ouganda est un des pays africains à pouvoir foncièrement dictatorial. Point n'est besoin de s'interroger sur le fait que son budget est massivement utilisé à des fins militaires. L'on se souvient qu'il est chef de file des pays qui soutiennent les Inyenzi-Inkotanyi. Vu les prétentions et les ambitions de son Président, personne ne doute en tout cas de son influence dans le projet de création d'un vaste empire hima-tutsi en Afrique Centrale. Force est donc de constater que tout est fait en connaissance de cause.

Encore une fois, je félicite la décision courageuse prise par l'Allemagne, aux autres pays de suivre cet exemple. Dans tous les cas, le silence ne profite qu'à l'opresseur. Tous les pays du monde entier devraient se lever comme un seul homme pour dénoncer tous les régimes qui se moquent des intérêts de la majorité comme l'opinion internationale se coalise souvent contre l'Afrique du Sud pour laquelle des sanctions économiques sont encore en vigueur de la part de certains pays. C'est dans cette seule et unique optique que les peuples opprimés pourront donc vivre des moments durables de paix et de bonheur.

S.T.

COMITE DE REDACTION

- NGEZE Hassan
- NDEKEZI Bonaparte
- MIRASANO Célestin
- RUBERA Papias
- ISSA Nyabyenda
- SIMBIZI Stany
- HITIMANA Noël

A tous les Hutus du monde entier. Le Journal Kangura est à votre service. N'hésitez pas à envoyer vos réflexions et suggestions à l'adresse :

KANGURA B.P. 1312 Kigali
Fax 0025075408.

BATUTSI DU BURUNDI, PREPAREZ HONNETEMENT VOTRE RETRAITE POLITIQUE PROCHAINE. **K023 3627**

Quand un gestionnaire d'une entreprise apprend que sous peu, il sera démis de ses fonctions, il fait tout pour faire ses provisions et surtout être en bons termes avec les autres. En est-il de même pour le régime tutsi de Bujumbura ?

Non ! Pourquoi ? Parce que, le régime tutsi de Bujumbura sentant sa fin prochaine, a tout fait pour démenteler le principal parti d'opposition Hutu, le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU). Non content de cela, le régime tutsi de Bujumbura a provoqué des troubles ethniques afin d'avoir un prétexte de massacrer les Bahutu. Les Batutsi du Burundi agissent ainsi par ce qu'ils savent pertinemment bien que, réunis au sein de leur Union pour le Progrès National (UPRONA), ils ne peuvent pas gagner les élections libres sans les truer.

Ils veulent entrer dans le multipartisme seuls sans opposition de taille.

Pourtant, ils devraient s'instruire de la sécurité sociale. En effet la retraite se prépare. Mais les Batutsi au pouvoir du Burundi, au lieu de préparer honnêtement leur retraite, ils massacrent les paisibles paysans Bahutu. On dirait que les Batutsi ignorent qu'en démocratie le pouvoir est donné par le peuple. Comment dans le multipartisme, même de façade, les bourreaux des Bahutu pourront-ils avoir les voix de ceux qu'ils oppriment ?

Les opprimés Bahutu constituent 85% de la population; les oppresseurs Batutsi, source de tous les maux des Bahutu, sont 14% de la population Burundaise. A moins de recourir à l'intimidation par l'armée monoéthnique tutsi et à la tricherie,

les Batutsi ne gagneront jamais les élections libres et démocratiques au Burundi.

En conclusion, la perspective d'un échec politique certains des Batutsi ne devrait pas les pousser à des actes de barbarie contre les Bahutu. Au contre, Batutsi du Burundi, préparer honnêtement votre retraite politique ! De notre côté nous les Bahutu, nous devons savoir que la véritable démocratie ne se donne pas mais se conquiert; luttons pour libération de l'oppression Tutsi et nous vaincrons. Nous y arriverons sous la houlette du PALIPEHUTU, le parti de libération du Peuple Hutu.

Lecteur du KANGURA
BICAKURIHIRITSE Mathias
Buyenzi, Bujumbura.

LE SCENARIO FATIDIQUE.

Le scénario fatidique de NDEKEZI Bonaparte paru en Gihutu dans Kangura N°32 (page 15) - "Ak'abahutu kashobotse mu ijoro ryo kuwa 27/1/2011-" a tapé sur mes nerfs comme un véritable marteau percuteur.

J'ai cru au scénario et j'ai eu peur car les idées de Bonaparte sont semblables à celles de Léonard de Vinci ou de Jules Vernes.

J'ai donc pris du temps de réfléchir, et rêver aussi ! Je me suis rendu compte que les chances de succès et d'échec du scénario sont en proportions égales.

Voici les facteurs qui pourraient concourir au succès du scénario:

1. Le manque de cohésion hutu:

Depuis un certain temps en effet, l'unité hutu qui a été longtemps mise à l'épreuve par les tutsi a volé en éclats suite aux conspirations de ces mêmes tutsi aidés en cela par certains hutu avec Musangamfura Sixbert de l'Isibo comme porte-parole.

Pour les tutsi, le terme NDU-GA-RUKIGA est devenu une chanson que leurs journaux (Kanguka,

Imbaga, Kiberinka, Umurangi, Isi-bo, Ijambo, Nyabarongo, Intumwa etc...) ne cessent d'entonner. Dans leur stratégies, les tutsi cherchent une unité illusoire tutsi-hutu nduga pour détruire Habyarimana, disent-ils ! Et la suite ? Kangura la connaît en tout cas.

2. Le manque d'une cause hutu:

A ce sujet, Kangura a toujours insisté. Il faut que les hutu revivifient leur cause face à ce danger tutsi éternel et commun.

3. Le manque de vigilance:

N'en déplaire à ceux qui le disent, la guerre d'octobre n'est pas une surprise. Tout simplement l'autorité politique n'a pas été vigilante. C'est ce laisser-aller politique qui fait dire que le pouvoir a trahi. Au fond le pouvoir n'a pas prévenu le conflit alors que c'était son devoir. C'est aussi une trahison !

4. Le manque d'objectifs et de stratégies politiques

Pour ne pas vivre dans les ténèbres, un peuple se fixe des objectifs et des stratégies. Cela aurait permis

aux hutu de connaître à chaque minute les visées tutsi. Aussi, au lieu d'aider Museveni à prendre le pouvoir, on l'aurait combattu avec acharnement. Ces objectifs et ces stratégies doivent embrasser tous les domaines de la vie humaine (politique, éducation, défense, démographie, Economie, Santé, administration, etc...) dans un contexte national, régional et international.

5. La trahison hutu:

La trahison hutu n'est pas d'aujourd'hui. Rwagasana et Rukeba étaient, dit-on, des hutu.

Et tout récemment, Kanyarengwe Alexis, Bizimungu Pasteur et Barahinyura ont rappelé aux hutu leur fragilité politique. Barahinyura s'est racheté à temps et sa contribution à la lutte Hutu-Tutsi est actuellement déterminante.

La trahison hutu se poursuit à l'intérieur par les partis politiques interposés. Qu'on ne s'y trompe guerre, Twagiramungu Faustin est un tutsi camouflé qui fait trahir le MDR. Avec la cécité politique légendaire du hutu, les autres leaders du MDR suivent, comme des moutons !

Suite à la page 8.

AUX DEPENS DE LA MAJORITE ! **K023 3628**

Au Rwanda, c'est la grande majorité de la population, composée essentiellement de Hutu qui tient les rênes du pouvoir. Au Burundi par contre, cette majorité est écartée.

C'est plutôt, l'éthnie tutsi, minoritaire qui préside aux destinées du pays. Elle s'approche si bien, qu'elle n'hésite pas à user de tous les moyens même les plus inhumains pour se maintenir.

Pour tout rwandais digne de ce nom, il est triste de constater que l'opinion internationale se tait sur ce qui se passe au Burundi et s'attarde plutôt sur ce qui se déroule au Rwanda et souvent avec exagération. J'ai mis du temps à comprendre cette situation paradoxale. Mais finalement j'ai réalisé qu'il existait un plan de colonisation tutsi avec tout ce qu'il implique au détriment d'une ethnologie (Hutu) que l'on croit à tort naïve, dupe, crédule ou perfide.

Suite de la page 7...

Quand on demande aux militants du MDR, les raisons de leur mariage avec le PL, ils répondent que c'est une stratégie politique. Comme si le PL n'a pas besoin, lui, de stratégies.

On trouve dans ce parti tutsi, le PL, branche du FPR, des hutu (Mugenzi, Mbonampeka...) qui sont des instruments oratoires de tutsi. Ce parti travaille en concertation avec le FPR, le Burundi et l'Uganda !

Le MRND n'est pas à l'abri de la trahison. Les récentes nominations aux postes ministériels des membres du FPR (Katabarwa et Cyubahiro) sont à la fois illustratives et inquiétantes. Le MRND avait-il besoin des membres du FPR pour son efficacité ?

Mais ce scénario apocalyptique peut échouer, il suffit pour ça de promouvoir :

- la redynamisation de la cohésion du peuple hutu et la lutte contre le régionalisme;
- la revitalisation de la cause hutu;
- le renforcement de la vigilance;
- la définition des objectifs et des stratégies politiques;
- la lutte contre les traîtres hutu ainsi que les infiltrés tutsi et leurs agents.

Les Tutsi n'ont pas besoin d'avoir la même couleur, la même origine, le même rang pour être unis et s'entendre. Ils sont partout un. Ils appartiennent maintenant aux Hutu d'assurer leur légitime défense.

La majorité de la population (Hutu) doit avoir absolument un mot dans la gestion de la chose publique. Ce n'est qu'une évidence d'autant plus que le principe d'une personne égale une voix milite pour un pareil constat. Ce principe sacré fait trembler en même temps les minorités avides du pouvoir. Le rêve de ces minorités étant de garder farouchement le pouvoir, elles ne peuvent pas se passer des exactions, des excès de commandement. Pour ces minorités, la vie n'a pas de sens. Tuer devient comme un jeu d'enfants et le système d'éliminer systématiquement paraît à la mode.

Un blanc extrémiste sud-africain s'opposera toujours à ceux qui combattent pour l'abolition de l'Apartheid. De même, ce tutsi extrémiste, minoritaire s'opposera à tout ce qui peut rendre justice à la majorité hutu par tous les moyens et notamment par les armes.

Les Hutu, s'ils veulent survivre, devraient tenir bon. Malheureusement, l'on constate de plus en plus de partis politiques se réclamant d'obédience Hutu qui pactisent avec l'ennemi oubliant que de tels agissements ne font que trahir le

peuple rwandais. Pactiser avec l'ennemi, c'est trahir les siens, trahir les intérêts de la majorité dont on est issu. Ceux qui le font qu'ils sachent que si l'ennemi venait à accéder au pouvoir, il ne les épargnera pas s'ils échouent qu'ils soient sûrs que le peuple rwandais ne leur pardonnera pas.

Il ne faut pas haïr le Tutsi pour le haïr. Le Tutsi est une créature comme les autres. Mais il faut qu'il reconnaisse le droit des autres à l'existence. Ce mythe qui consiste à faire croire que l'éthnie tutsi, fautive ment comparée aux Juifs, aux enfants de Dieu, est créée pour gouverner doit disparaître et il disparaît. Le Rwanda compte trois ethnologies qui peuvent cohabiter. Il faut y arriver tout prix, mais dans le respect mutuel. Et la balle est dans le camp du Tutsi. Ceux qui ont pris les armes contre leur patrie devraient les déposer et lutter par la voie des urnes. On ne peut rien avoir de plus précieux que la paix, notre «or», notre «pétrole».

Même si l'ennemi mène une politique destructrice, une politique divisionniste et démagogique, le peuple ne doit pas baisser les bras. Il doit éviter d'être acculé au mur pour ne pas faire marche arrière. Car comme on dit, le «Temps perdu ne revient jamais».

Et si le couvre-feu couvrait l'ennemi ?

Personne ne peut ignorer l'efficacité du couvre-feu en temps de guerre. - En ce qui nous concerne, le couvre-feu a fait ses preuves dès le début de la guerre d'octobre.

Ainsi, beaucoup de projets macabres et de déguisements des Inkotanyi-tutsi ont été déjoués suite au concours du couvre-feu.

Mais comme on sait, le maquisard tutsi est rompu dans l'art du déguisement. Ainsi, après 17 mois de guerre et de couvre-feu, le tutsi a appris à tourner le couvre-feu à son avantage.

Les forces de l'ordre ne pouvant protéger tous les points du territoire rwandais, après 20 H00 (Gisenyi, Ruhengeri, Byumba) et 23 H00 (dans les autres préfectures), le tutsi nage comme un poisson dans l'eau.

Ainsi, au cours du couvre-feu, les mines sont posées et, sous le solde de l'ennemi, les bandits déguisés en soldats ou les soldats déguisés en bandits circulent en toute liberté.

Ce constat posé, le moment est venu de mettre un terme au couvre-feu dans toutes les zones situées au delà de la ceinture dangereuse, c'est-à-dire les communes frontalières de l'Uganda.

En même temps, la population sera de nouveau responsabilisée et la ronde sera institutionnalisée dans toutes les cellules.

Et le premier poseur de mines, sera découvert par le dernier Soldat rwandais !

MENACES HORRIBLES DES ETATS UNIS CONTRE LA LYBIE

Les Lybiens sont angoissés par les menaces des Américains. Ils sont taxés de l'attentat de Lockerbie. L'attaque des Américains semble être imminente dans les cœurs des Lybiens. Ils sont convaincus que leur armée ne pourra pas résister. A cela s'ajoute le dossier du PCIO d'UTA (Compagnie française) qui rend la situation difficile. Les mobiles qui entraînent la Belgique dans le conflit restent obscurs.

Retrospectivement, la dégradation de la puissance des pays socialistes fait que les USA deviennent de plus en plus la seule puissance. Ayant déjà dominé les pays de l'Est, les Américains aspirent à tout prix à la destabilisation des pays arabes, malgré leur or noir. George Bush sait noir sur blanc que ses compatriotes aiment la supériorité. Pour lui c'est un grand atout pour les prochaines élections présidentielles. Reagan, son prédécesseur, est sorti

de la Maison Blanche la tête haute parce que son règne fut exécrable dans le bombardement sur Tripoli et Benghezli mais les Américains trouveront cet acte comme la meilleure façon d'être chantés «super puissance du monde». Pour eux c'est donc être à la tête quelles que soient les conditions d'y accéder. Bush veut alors agir comme son prédécesseur en sacrifiant la Lybie dans l'honneur de son succès escompté. Camouflant ce besoin qui est caché derrière tout cela, il se rallie à la France et la Belgique.

Le leader Lybien se déchaine pour montrer aux Américains qu'il a totalement changé. Mais ces derniers veulent que ce dossier soit tranché par une attaque. Dans une interview au Quotidien par exemple, Kaddafi ne ménage aucun effort pour amadouer les Américains : «nous ne souhaitons pas être les ennemis d'une grande puissance telle

que les Etats Unis». Il s'exclame : «Nous sommes Américains ! les émigrants qui ont bâti les Etats Unis sont issus des quatre coins de la planète. Il y a des arabes, des africains des irlandais, des asiatiques, des japonais.... Toute l'humanité a participé au développement de l'Amérique et sa puissance devrait être mise au service de l'humanité toute entière» Dans son mea culpa, Kaddafi accepte avoir été hostile dans les années 70. Pour le moment, plus jamais. Il reste cependant, conscient de sa responsabilité à l'égard de son peuple. Il ne peut pas le livrer à la justice étrangère. Pour lui des attentats contre les avions de la Panam et d'UTA est une affaire qui ne doit être soumise qu'à la Cour Internationale de la Haye.

NYABYENDA Issa.

BURUNDI :

L'ETHNIE TUTSI PLACE L'ETHNIE HUTU DEVANT UN FAIT ACCOMPLI

Le Rwanda et le Burundi sont deux républiques soeurs, situées au coeur de l'Afrique Centrale. Elles sont à peine visibles sur la carte de l'Afrique, encore moins sur celle du Monde. Il a été presque facile de dissocier chaque pays de l'autre tant ils ont de nombreux points communs. C'est ainsi que chaque pays a une seule culture, une seule langue et trois ethnies jouissant d'un même passé historique. Mais ce qui se passe dans les deux pays respectifs est loin d'être un modèle pour l'un que pour l'autre. Parmi les points particuliers qui restent d'ailleurs des points d'achoppement, figure le fait qu'au Rwanda l'ethnie majoritaire s'est débarrassé du régime féodo-monarchique et le partage du pouvoir est relativement plus sensible alors qu'au Burundi une monarchie républicaine a supplanté une monarchie féodale. Il en ressort que l'ethnie tutsi, fort

jalouse de ce qui s'est déroulé au Rwanda tient les ficelles de la commande avec toute sa dernière énergie afin d'éviter que le pire ne lui arrive comme il en a été le cas au Rwanda. Pour cette raison, l'ethnie tutsi s'accroche au pouvoir sans autre souci majeur de le partager avec toutes les couches de la population. Ce qui compte, c'est se maintenir bon gré malgré. Les Hutu qui sont promus ne sont donc que des figurants, des types généralement impuissants placés à des postes de responsabilité pour jouer purement le jeu de représentativité ethnique sans plus ni moins. Alors que les proportions hutu devraient prouver la force de leur nombre, à tous les échelons de la hiérarchie civile et militaire, seuls les tutsi apparaissent comme des hommes providentiels, indispensables et irremplaçables, sans lesquels rien de bon ne peut arriver dans ce pays.

Rien ne doit évidemment nous surprendre quand on sait que depuis fort longtemps, il a été toujours question de diminuer l'élite hutu par intervalles réguliers. Les plans d'extermination d'une ethnie sont bien connus, voire codés. L'on vous parlera du plan éléphant, du plan NDI-KADO appartenant aux sigles des noms d'officiers supérieurs bien connus que sont NDIHO ET KADOYI SIMBANANIYE Arthémon reste de sinistre mémoire dans l'esprit des hutu qui ont toujours à coeur les éliminations systématiques perpétrées en 1972.

Mais comment les hutu sont placés incessamment devant un fait accompli ? La question est très simple. Les autorités burundaises inventent un scénario qui leur permet de décimer la population paisible et pacifique constituée essentiellement de hutu. Et c'est

quand elles commencent à diffuser la découverte d'un vaste complot, cependant ourdi par les mêmes instigateurs de troubles que sont les autorités, qu'on commence à s'en prendre à tout membre du peuple hutu. Il est clair que les tutsi ne rêvent pratiquement que régner sur ce territoire sans jamais penser à l'existence formelle d'une forte majorité hutu qui a également besoin de s'épanouir et de s'émanciper. Bien entendu, c'est inconcevable de soutenir que la paix régnera au Burundi aussi longtemps que les tutsi n'ont aucune arme pour se maintenir que celle d'organiser périodiquement des razzias, des rafles et des tueries pour s'assurer de leur leadership. La chasse de l'homme hutu est franchement exagérée. L'opinion internationale semble être complice dans la mesure où des sanctions n'ont guère été prises à l'égard d'aucun régime burundais jusqu'à présent.

Au Rwanda, où les tutsi réfugiés prétextent n'avoir jamais été autorisés à rentrer dans la mère-patrie, tout le monde sait bien que tel est l'alibi affiché sur la fenêtre et à tous les horizons pour justifier le fondé de leur intervention armée. Cependant, plus d'un observateur avisé n'ignore pas plutôt que la raison majeure qui les empêche de rentrer, c'est la soif du pouvoir. Ils sont faits selon eux pour gouverner, pour commander. Les hutu savent et doivent le savoir encore plus qu'en ces moments, ce sera purement et simplement leur fin, leur disparition de la terre de leurs ancêtres. Il n'y a pas assez d'alternatives autres que la cession, l'abandon des biens et la fin des espoirs pour le peuple hutu.

Les Inyenzi-Inkotanyi ont colmaté la brèche en menant une guerre nostalgiquement insensée, conçue de façon expéditive pour neutraliser le monopole pourtant justifié de la majorité au pouvoir au Rwanda. Il s'ensuit que la doctrine tutsi trouve son compte dans le renversement des institutions

défense de la République. Cette doctrine s'enracine de jour en jour par le truchement de l'Empire hima-tutsi en continuelle création en Afrique Centrale. Cependant ce vaste et odieux plan est à mon sens lourdement hypothéqué d'un poids ancombrant dû au triste désavantage des minorités sur le plan électoral alors que le jeu démocratique est souvent à cet unique prix. Un certain nombre de raisons conduisent progressivement l'oligarchie tutsi à se maintenir, autant les hutu du Rwanda devraient ne pas lâcher ou faciliter toute escalade qui en fait ne pourrait que privilégier ceux-là même qui sont naturellement solidaires et unis. Comment comprendre les dénonciations abusives et machiavéliques accusant l'ethnie hutu de fomenter des troubles pour exterminer l'ethnie tutsi alors que le peuple hutu du Burundi y est désarmé, donc sans moyens de défense non seulement pour attaquer et mener des offensives mais aussi pour faire face à toutes les persécutions dirigées contre lui. La méthode utilisée au Burundi devient une tradition, et elle finit par s'imposer au détriment de la majorité. De prétendues réticences font que l'ethnie tutsi continue à s'enfermer dans ses carcans.

Il est temps de changer l'image de ce conflit ethnique dans les deux pays, surtout en admettant qu'aucune d'entre elles n'a le monopole de l'intelligence ni l'aptitude au commandement plus qu'une autre. Et si telle serait malheureusement la vérité, les différences existent pour être solidaires et par là complémentaires. Et c'est cela qui enrichit la nature humaine par divers apports en provenance de tel groupe ou d'une société donnée. Le temps longtemps réservé aux mensonges est dépassé. La société de ces deux pays peut concevoir une autre façon de percevoir les choses en sériant toutes les difficultés qui entravent l'unité, autant d'informations qu'il est bon de rassembler et d'examiner en profondeur.

Comme la majorité crie, l'unanimité finira par se faire sur la nécessité d'accepter un processus démocratique très large. L'ethnie tutsi veut donc placer l'ethnie hutu devant le fait accompli. Etant donné que le pouvoir ne se partage pas quand il est entre les mains d'une minorité, seule une solidarité agissante de l'ethnie hutu permettra de défier ce nouveau colonisateur et aliénateur à peu noire.

SENGAFUNZI Théoneste

ITANGAZO.

IBIRU NTARAMAKURU
BYIGENGA GISENYI—INFORMATION biramenyesha abasomyi ba KANGURA ko nimeru nshya yasohotse ikaba ibarizwa ku Gisenyi — Mahoko — Kora — Mukamira — Ruhengeri — Gakenke — Vunga — Kabaya — Ngororero — Nyirangarama — Kigali — Kabuga — Gitarama — Nyanza — Butare — Gikongoro — Cyangugu — Bugarama — Kirambo — Byumba — Kibungo — Nyagatare no ku Kibuye.

Musome, musomeshe
KANGURA, ikinyamakuru cyige-
nga.

BIMENYE NABYO

Ukimara gusoma iyi KANGURA hita ubariza aho usanzwe uzigurira KANGURA MAGAZINE VERSION INTERNATIONALE N° 8 kuko harimo amakuru ahuye n'ibihe turimo. Njba kandi ariyo ufite mu ntoki zawe, basabe KANGURA N° 33. Tuboneyeho ko buragihe hazajya hasohoka KANGURA ebyiri: iyanditse mu Kinyarwanda ku bumva urwo rurimi, n'izajya yandikwa mu Gifaransa no mu zindi ndimi kugira ngo abumva izo ndimi babashe kumenya ibibera mu Rwanda no mu Burundi ndetse na Zaire. Ngaho rero nimusabe KANGURA zanyu. Igiciro ni cya kindi 100 FRW.

LA PROBLEMATIQUE EDUCATION DE LA JEUNESSE

L'enseignement décrépît, le continent noir d'Afrique qui connaît de ruine par la mauvaise gestion au point de devenir le prototype d'une terre maudite, va, de par des changements qui interviennent à l'issue des conférences nationales souveraines, redorer le blason sur l'éducation reçue par l'enfant à la maison – par des méthodes appropriées – et l'instruction dispensée par l'école.

D'aucuns n'ignorent que l'éducation est quasiment au sol. A tel point que plusieurs organisations confessionnelles ont dû mettre sur pied le fonctionnement des centres d'encadrement des mouvements des jeunes.

Il est évident que la ruine des pays noirs d'Afrique a laissé en désolation plusieurs parents à abandonner les enfants à cause qu'ils sont simplement dépourvus de moyens de subsistance et d'emplois rémunérateurs leur permettant de faire face à la satisfaction des besoins de leur progéniture. D'où est résulté ce que l'on peut appeler éjorativement les «fazeurs» (les enfants – tous âges et sexes confondus – qui passent leurs nuits dans des grandes artères, cabarets à l'instar des clochards).

Selon le Rapport Annuel de l'UNESCO, diffusé en grands chapitres par les antennes de la RFI du mercredi soir du 22 janvier 1992, pour la première fois depuis 20 ans, il y a aujourd'hui 11 millions de cas d'analphabètes, à travers le monde. Il s'avère donc que «la lutte contre l'anti-alphabétisme doit être menée cette année avec beaucoup de perspicacité et d'y fournir un gros effort», a déclaré M. Mayor, Directeur de l'UNESCO-Paris, «afin d'amoindrir le choc», a-t-il affirmé. A la question d'un éminent confrère des ces émissions de savoir ce qu'en est au juste quand les Africains se plaignent de la margi-

nalisation dont ils sont constamment victimes lors des délibérations des décisions à l'Assemblée Générale de l'UNESCO, le Directeur répondra que «les problèmes de l'Afrique devront être traités et résolus en priorité», a-t-il terminé.

Conséquence de cette déclaration timide : l'analphabétisme s'accroît en Afrique Centrale, une jeunesse de génération particulièrement élevée. Elle n'a pas de sens d'un idéal quelconque, ne respecte ni les aînés, ni les morts, ni les biens d'autrui. Elle s'attache comme les barons de régimes au moindre effort, au luxe, aux plaisirs faciles (avec des chants d'orchestre aux paroles d'animation et cris impudiques, non soumis au préalable à la censure pour diffusion, l'incitant tout simplement à la sensualité à pratiquer la délinquance juvénile), à la tricherie, au fétichisme et on passe...

Que dire de l'enseignement ? Les griots du Pouvoir ont ruiné le tissu de l'enseignement national. Délibérément, quand leurs enfants étudient dans les écoles d'Occident au détriment, bien entendu, de leurs frères du même ressort d'origine, contribuables, et aux écoles privées étrangères établies localement (à l'exemple des Ecole Belge de Kigali, Ecole Française et/ou Groupe Scolaire Zaïrois).

En arrachant les écoles aux confessions religieuses qui disposaient depuis très longtemps des structures adéquates et du personnel qualifié, les instances supérieures d'organe de conception politique de sinistre mémoire, ont planté un glaive dans le ventre de l'enseignement. Sans idéal, les enseignants, abandonnés à eux-mêmes, ont entrepris inconsciemment à avilir les enfants.

En supprimant les mouvements de jeunesse (les routiers

Scouts, Louveteaux...) pour les confier à l'implantation des mouvements de «Pionniers» ou de «Jeunesse Ouvrière», la Deuxième République a hypothéqué dangereusement l'avenir de la Nation. L'initiateur n'aurait peut-être pas eu tort d'avoir des intentions nobles, notamment celle d'unir la jeunesse pour mieux l'encadrer. Mais, il n'a pas compté avec la médiocrité scandaleuse des encadreurs pour la pulpart des politiciens véreux, inexpérimentés, malhonnêtes, et corrupteurs (puisque corrompus). Graduellement mais irréversiblement les Jeunesses «Pionniers» et/ou «Ouvrières» s'étaient mises à corrompre la jeunesse en lui inculquant des théories dont elle ne croyait que le contraire dans la pratique.

Pour les enfants qui s'efforcent de la fréquentation scolaire, le système a voulu que les dignitaires des Partis uniques touchaient mieux qu'un professeur, on ne devait s'attendre qu'à une démotivation générale.

Bref, le secteur de l'enseignement a été relégué très loin des Partis politiques et de ses simagrées. (Dans tous les cas, nous y reviendrons plus tard de long en large où nous étudierons la conception des programmes et locaux de classes (actuellement vétustes et délabrés) dans la perspective d'une Afrique encore unie en passant par la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale.

L'enseignement supérieur et universitaire. Accepter le partenariat, c'est-à-dire le partage des charges dans la gestion très coûteuse des institutions universitaires africaines.

Cette partie d'enseignement n'a pas échappé au cataclysme précipitément le cas du Zaïre, que nous sachions. Il est étonnant qu'un homme intelligent n'ait réussi à

déjouer la mouvance de destruction des universités avec la création de la défunte Université Nationale du Zaïre (UNAZA). Seuls les étudiants de l'époque ont osé protester. Ils ont payé leur droit à la parole par un séjour sous les drapeaux des Forces Armées Zaïroises. Jouant le vilain jeu de la complicité et de la complaisance d'éminents hommes d'Eglise, tel que l'Evêque Tshibangu Tshishiku, ont éhontement sacrifié la Jeunesse estudiantine en cautionnant le délabrement de l'Université. Durant plus de dix années, l'enseignement supérieur a pataugé dans la marre de l'inconscience et de l'irresponsabilité de ses dirigeants. Le riche patrimoine des anciennes universités, annuellement renouvelé et agrandi par les bailleurs de fonds, a été littéralement pillé depuis les laboratoires jusqu'aux bibliothèques en passant par les charrois automobiles et les biens immobiliers. Les recteurs, vice-recteurs et autres directeurs généraux qui se sont emparés de ces biens, se sont illustrés par une mauvaise gestion, semant le mauvais vent du pillage de la corruption au sein des communautés estudiantines. Tous ont trempés dans la marre puante de l'argent sale de Mobutu pour s'assurer une existence luxueuse et paisible.

Pendant ce temps, les locaux des Universités ressemblent plus à des geôles du Moyen-Age qu'à des lieux d'études. Quoi de plus normal que, privés de modèles et travaillant dans la jungle, les cadres formés dans ces conditions s'illustrent par des comportements indignes ? Vous comprendrez que ce sont eux justement qui occupent des postes de ministres, des hôpitaux, de la magistrature ou règnent le tribalisme, la corruption, les injustices, etc...
Il faut que ça change !

Actuellement, une peste des constructions en bâtiments des universités est l'épidémie qui a atteint le Zaïre, et ce depuis 2 années, si nos souvenirs sont exacts, qu'il en souffre. Des dons ? Voyons. C'est l'œuvre, soit des groupes de chano-

sionnaires protestants ou des Groupes de particuliers de pays riches, dans l'optique — qu'on se le dise — d'alléger les fardeaux de chômage. Ils obtiennent toujours bénédiction — via UNESCO — du canal dévolu aux Coopérations d'Aides aux pays en voie de développement.

Plusieurs d'entre elles ont déjà ouvert les portes. Bravo ! On n'a qu'à louer cet acte qui retient notre parfaite attention; sachant d'un côté, depuis l'instauration des examens d'Etat par feu Michel Collin, en 1967, aucun planning de «distribution» des diplômes de fin d'études secondaires n'a été conçu, publié et mis sur pied par plus d'une quarantaine de ministres ayant défilé à ce portefeuille, et de l'autre le même Ministère a toujours été incapable de présumer les nombres de places à pourvoir aux lauréats devant être admis à l'Enseignement supérieur ou universitaire pour une année académique donnée.

Mais une question qui nous éprouve une douleur vive est la suivante : Qui sont ces enfants suivant les cours dispensés par ces universités ? La réponse serait, sans crainte d'être contredit, que ce sont les étudiants issus de familles aisées et nobles, qui s'étaient enrichies de diverses manières... On ne peut s'imaginer que l'Université Libre des Pays des Grands Lacs établie à peine à Goma, exige, à part le droit d'inscription et frais éventuels des coûts de fascicules et brochures, une somme de 17.000.000 Z à titre de paiement de minerval annuel ! C'est extravagamment cher ! Y-a-t-il facilité donnée à toutes les bourses de parents ? Nenni ! Cependant, les parents démunis ont l'embarras du choix et l'abattement. Quelle discrimination ? Notre modeste point de vue réflexion se terminera par *«le dernier des cuistres, marchand de bonneterie ou garçon coiffeur, a les mêmes droits à vivre qu'un garçon intelligent et déterminé»*. Pierre Loti.

En Afrique, nous avons deux catégories d'élèves et d'étudiants. Ceux qui ont encore à mener une

lutte, non seulement contre les régimes en place mais aussi ceux qui ont fait et réussi la première étape de leur révolution en se débarrassant des dictateurs qui leur faisaient ombrage.

Cette dernière catégorie regroupe les élèves et étudiants du Bénin, du Congo, du Niger, du Mali et du Togo malgré les soubresauts nostalgiques du Général Gnassingbé Eyadema. Elèves et étudiants ont la chance d'avoir comme interlocuteurs officiels, une «race» de dirigeants issus des Conférences Nationales Souveraines qui savent que l'éducation est la priorité des priorités en Afrique. Plus inquiétante est, sans doute, l'absence d'enseignement officiel de la langue française avant le suivi des deux premières années du cycle d'études secondaires au Rwanda.

Pendant les assises des conférences nationales les délégués se seront tous accordés sur la nécessité de remettre les systèmes éducatif et instructif sur les rails. Outre les mesures matérielles d'urgence visées dans le but d'améliorer les conditions du travail des élèves et étudiants, il aurait aussi à décider que des (vrais) gouvernements de transition devront organiser les états généraux de l'éducation nationale.

Leur tenue permettrait non seulement d'étudier les causes de l'échec du système éducatif national pendant les trente dernières années et de trouver la voie à suivre, mais elle serait aussi la première étape en vue de l'organisation d'un colloque continental sur l'éducation. Fervents partisans de l'Unité de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale, ces élèves et étudiants sauront que la réalisation d'un tel dessein se fera d'abord à l'école.

Raphaël ZAYANA ne VUNDA.



NOUVELLE POLITIQUE DE DESTABILISATION GENERALE DES INKOTANYI.

Il est vrai que les Inkotanyi sont synonymes des démons, qui ne veulent cesser de massacrer leurs compatriotes pris de passion pour la paix et la justice noble.

En effet, Dieu merci ! La vigilance du peuple rwandais étant grande, le Comité des Sympathisants de la non-Violence au Rwanda a dû mettre la main sur le document inédit des terreurs, montant une stratégie qui sont de connivence avec d'autres Partis dits d'opposition établis dans la Capitale. Ce document ne serait autre fait que la nouvelle politique qu'ils désirent vivement qu'elle soit en application en vue de déstabiliser l'Autorité administrative et le secteur socio-économique de la vie nationale. Déstabilisation, disent-ils, qu'ils doivent mener avec acharnement et sans relâche afin de démoraliser complètement ces derniers. Ce qui, à n'en point douter, les mettrait devant une position de fait accompli, soit d'abandonner le pouvoir, soit de démissionner du Gouvernement, soit enfin de rejoindre – raisonnement utopique – le rang des Inkotanyi, c'est-à-dire changer de camp !...

Si vraisemblablement il existe une opposition paisible, dite non armée, il n'en est pas moins vrai qu'elle ait des contacts, d'une façon permanente, avec les milieux politiques du F.P.R. (Front Patriotique Rwandais). Car en citant nommément les grosses industries locales sur lesquelles de nombreuses familles comptent pour leur survie, personne ne peut nous contredire leurs pensées de vandalisme qui sont semblables à celles de Juda Iscariot et, partant, des désaxés ou des «faux citoyens». Sans mâcher nos mots, en voulant bien rappeler l'affirmation qu'aurait déclarée en radiodiffusée – il y a bien des jours – de Justin Mugenzi du Parti Libéral «P.L.» : «On me taxe d'entretenir des relations formelles avec les rebelles du FPR – c'est au Pouvoir, avait-il enchaîné, d'entrer en contact avec l'Opposition armée, bien sûr avec le concours de nous, citoyens, afin qu'une solution d'éventuel désarmement puisse être trouvée», a-t-il précisé.

On comprendrait aisément que le peuple rwandais qui tient mordicus à revivre dans sa paix d'antan n'a pas à faire seuls aux Inkotanyi, combattant au Front, mais aussi à ceux qui sont en ville, assoiffés de pouvoir en installant le climat de terreur, brandissant avec beaucoup de fracas à travers les Préfectures et Kigali leurs drapeaux reconnaissables des «partis politiques» minables.

En conséquence, nous publions «in extenso» ci-dessous le texte de la fameuse stratégie de déstabilisation, en laissant le soin d'appréciation, à sa juste valeur, à l'opinion tant nationale qu'internationale.

Pour le peuple du Rwanda tout entier,

A bon entendeur, Salut !

ZAYANA Raphaël.

«STRATEGIE (DES INKOTANYI)».

Commission interafricaine
pour la non violence
P.O BOX 1725
NAIROBI - KENYA

Au Comité exécutif des sympathisants pour la non violence au Rwanda
KIGALI RWANDA

Chers sympathisants,

Nous suivons de près tout ce qui se passe au Rwanda. Nous nous réjouissons de ce que le processus de démocratisation des institutions de votre pays va bon train et nous sommes heureux de constater cette évolution vers le consensus national en vue de la constitution d'un gouvernement multipartite de transition. Nous encourageons vivement les principes de consensus et d'honnêteté spirituelle de la part de tous les leaders politiques africains, qui doivent désormais, avoir une vision globaliste des intérêts nationaux de leur pays.

Cependant, et s'agissant de votre pays, nous avons l'obligation de vous informer que la 3^{ème} phase de la guerre initiée le 1^{er} Octobre 1990, contre le Rwanda, va être déclenchée. En effet, après les échecs con-

sécutifs de la première phase (batailles classiques) et de la deuxième phase (combats de harcèlement), la dernière phase comprendra des actions terroristes : assassinats, destruction des biens et maquis urbain

Des agents terroristes étrangers (arabes et africains) viennent d'être recrutés à cette fin. Ils seront incessamment infiltrés au Rwanda sous diverses couvertures (affaires, tourisme...) et sitôt arrivés sur place, ils entreront en contact avec l'état-major local du FPR, représenté par le directeur du parti libéral (cfr notre lettre du 11 Novembre 1991). parti libéral, ossature du Front patriotique rwandais et dirigé par Monsieur MUGENZI Justin.

Des assassinats devront frapper différentes personnalités : politiques, hommes d'affaires, militaires..., tous adhérents aux partis à prépondérance hutu. Le scénario tel que nous l'avons appris, est très simple, mais ses résultats sont d'une terrible efficacité : un leader hutu d'un tel parti politique sera assassiné. Ce crime crapuleux sera médiatisé par les organes ad hoc du FPR, pour devenir un crime politique à mettre sur le dos d'un autre parti politique à majorité hutu adverse ! Les massacres seront ainsi commis avec alternance en vue de provoquer des massacres générales entre les hutu eux-mêmes.

De source bien fouillée, nous avons trouvé une liste des personnalités-cible dont les noms suivent :

1. BAGARAGAZA Thaddée, homme politique
2. RUTAYISIRE, militaire
3. BANZI Wellars, homme politique
4. MUREGO Donat, homme politique
5. SEBULIKOKO, homme d'affaires.
6. RUZINDANA Augustin, fonctionnaire d'Etat
7. MBONYUMUTWA, homme d'affaires.
8. NZIRORERA Joseph, ancien Ministre.
9. RWABUKUMBA, homme d'affaires et beau-frère du Chef de l'Etat.

- 10. KABUGA Félicien, industriel
- 11. KIGUFI Thomas, fonctionnaire d'Etat,
- 12. NSENGIYAREMYE Dismas, officier vétérinaire,
- 13. SEBUNUNGURI Adoniya, religieux,
- 14. NYUNGURA Emile, consultant international,
- 15. RWAGAFIRITA, militaire,
- 16. NGANGO Félicien, avocat,
- 17. MPORANYI, banquier et assureur,
- 18. NTIRIVAMUNDA Alphonse, fonctionnaire d'Etat,
- 19. NZABONIMANA Callixte, Ministre,
- 20. KAREMERA Edouard, homme politique,
- 21. BUTARE, fonctionnaire d'Etat (OPROVIA),
- 22. KAGIMBANGABO, Préfet.

Chers amis,

Vous n'êtes pas sans ignorer que l'Etat-Major clandestin du FPR fonctionnaire actuellement à NAIROBI mais à l'issu des autorités kényanes. Cet état-major est en liaison directe et permanente avec sa branche installée à Kigali sous le contrôle du Parti libéral.

Bref, c'est à cause de la gravité de cette situation, à cause de la ténacité du FPR-INKOTANYI, que nous avons décidé de vous épauler dans votre lutte pour la non violence. Nous vous prions de demander plus vigilants et plus unis afin de brévenir et de dissuader toute action qui peut provoquer la tragédie dans votre pays.

Pour la Commission

James MAKUZA,
Secrét Secrétaire permanent
(sé)

Fait à Nairobi, le 3 Février 92.

STRATEGIE (DES INKOTANYI)

1. - Une campagne acharnée et soutenue de déstabilisation de de l'Autorité administrative à savoir :
 - Les Ministres
 - Les Préfets
 - Les Bourgmestres
 - Les Conseillers de secteur
 - Les membres des Comités de col lules.

Cette déstabilisation doit être menée acharnement et sans relâche par tous les moyens jusqu'à la démoralisation complète de ces autorités qui, à bout de nerfs, finiront par ou démissionner, ou passer dans l'opposition ou devenir fou.

A cette fin, quelques actions entre autres :

- a) Dénoncer publiquement, toutes les fautes et erreurs et les grossiers,
- b) S'attacher à toute faille dans leur vie privée
- c) Mettre en cause leur légitimité auprès de la population
- d) Par tous les moyens, pousser la population à la désobéissance civile dans les Secteurs et les Communes jusqu'à ce que les Communes deviennent ingouvernementales;
- e) Tout mettre en oeuvre pour installer un climat de terreur chez ces autorités qui finalement, seront trop désintéressées de le leurs fonctions.

2. Organiser un programme de grèves dans toutes les entreprises publiques, semi-publiques et privées de façon qu'il y ait presque chaque jour une grève quelque part. Les motifs sont à chercher ou à inventer.

On peut citer :

- OCIR Thé
- OCIR Café
- BRALIRWA
- SUCRERIE
- REDEMI
- RIZICULTURE
- ONATRACOM
- MAGERWA
- ELECTROGAZ
- CIMENTERIE.

3. S'attirer la sympathie des membres de forces armées c.à.dire l'Armée Rwandaise, la Gendarmerie Nationale et la Police Communale.

Quelques actions entre autres :

- a) conducteur de véhicule de l'opposition à donner lift à tout Militaire trouvé sur la route et profiter de ce contact pour le sensibiliser qu'il doit être un homme libéré.
- b) Manifester publiquement que l'opposition intérieure les soutient dans la guerre injuste à la quelle HABYARIMANA ne veut pas mettre fin à cause des intérêts propres.
- Dans leur lutte pour se débarrasser du Col SERUBUGA, Col

RWAGAFIRITA, Col SAGATWA, Col BUREGEYA, Col NGAYINTERANYA qui sont à l'origine de toutes les injustices et du désordre qui règnent actuellement au sein des forces armées.

- Les sensibiliser sur le régionalisme pratiqué au sein des Forces Armées car seuls les Officiers de GISENYI occupent toutes les bonnes fonctions et que ce sont les militaires dits Abanyanduga, Officiers, S/Officiers, Caporaux et Soldats confondus qui sont envoyés au front pour y laisser leur vie.
- Dénoncer auprès des militaires qu'ils se battent actuellement, non dans l'intérêt de la Nation, mais dans celui des vautours qui continuent à s'enrichir au détriment du sang qu'ils versent chaque jour.
- Les sensibiliser par tous les moyens sur le fait que si HABYARIMANA avec son AKAZU ne quitte pas le pouvoir, la guerre ne s'arrêtera jamais et qu'ils finiront tous par périr pour rien.
- Les sensibiliser sur la nécessité d'augmenter leur solde. Un soldat simple touche 4.000 FRW, alors qu'il y a tant de millions gaspillés chaque jour ici et là pour la propagande du MRND.

4. Vous préparez à l'éventualité de répression par le pouvoir au moyen de ses forces armées et préparer la parade à temps.

5. Prêcher la détermination à tous les adhérents qui devront faire fin à l'intimidation aux arrestations et emprisonnements. La répression est le germe des victoires politiques.

6. Mener une propagande suffisante à l'étranger notamment en BELGIQUE, FRANCE, ALLEMAGNE, ETATS-UNIS, CANADA par envoi de missions, publications d'articles dans les journaux et revues de ces pays; bref, utilisation de leur media pour la cause de l'opposition. Si les moyens ne sont pas là, il faut les chercher; c'est essentiel parce que le monarque ne compte plus que sur l'étranger, notamment sur la France.

7. En vue des élections, installer dans les secteurs, communes et pré-

fections des personnes valables et crédibles dans leur milieu parce que fin des fins, les Rwandais éliront des individus. De plus, ces hommes et femmes travailleront efficacement dans la préparation de ses fonctions car les sentiments ne doivent pas primer sur la raison politique.

8. Garder à l'esprit que l'ENI, est toujours plus fort et qu'il faut déployer toutes les ingéniosités pour le détruire.

9. Garder une cohésion sans faille au sein du parti et éliminer sans pitié tous les traîtres confirmés.

10. Créer des organes de contrôle du travail des organes officiels dans les Communes.

11. Dans la recherche de la représentation politique, tenir sérieusement compte de régions naturelles dans chaque préfecture (anciennes

chefferies du temps de la colonisation).

12. Redoubler l'action de ternir HABYARIMANA et l'AKAZU pour ne pas lui donner le temps de se réorganiser et le faire détester par la population.

13. Vous préparez sérieusement à la conférence nationale car le pouvoir est en train de s'y préparer tout criant par diversion, qu'il ne l'accepte pas.

14. Quand le pouvoir menace de déployer ses forces de repression sur un front, il ne faut pas l'attaquer frontalement pour éviter des casses dans vos rangs; il faut plutôt déborder et l'attaquer dans les arrières ou dans les flancs où il est faible ou entreprendre des notions simultanées pour l'amener à dispenser ses efforts, et ainsi l'affaiblir. Concrètement, s'il est prêt à reprimer une manifesta-

tion, il faut provoquer des grèves auxquelles il ne s'attendait pas. Ce n'est qu'un exemple de débordement ou contournement. S'il s'attend à des manifestations, provoquer des grèves dans les écoles et dans les Usines en même temps etc..

15. Maintenir la vigilance face au parti PL qui gagne chaque jour du terrain et qui commence à prendre une coloration ethnique.

16. Utiliser beaucoup les femmes et les filles dans vos actions.

17. Infiltrer vos éléments dans le parti MRND pour être constamment informé de leur stratégie et programme.

18. Organiser un service de sécurité pour la sécurité de vos leaders et le dépistage des éléments MRND infiltrés dans vos rangs

GIKONGORO : «LE TORCHON INTER ETHNIQUE BRULE AU COLLEGE DE KIBEHO ET DE MARIE MERCI SOUS LA BENEDICTION DES RESPONSABLES TUTSI! »

Kibeho, lieu saint où la Vierge Marie fit ses apparitions annuelles, se transformerait en un champ des rixes entre les tutsi et les hutu au sein de ses établissements scolaires si l'on n'y prenait garde. A leur tête, la toute-puissante nabote religieuse Pierre Verone, directrice de l'Ecole des lettres de Kibeho. Tutsi plongée dans la lutte (De source bien informée et digne de foi, nous avons appris en dernière minute que la soeur est ressortissante de l'éthnie Hutu) sous l'égide de son supérieur le curé Boniface Kanyoni, un homme de - 2,50 m. Toujours au volant de sa peugeot 205 blanche faisant des vas-et-vient entre Butare et différents établissements de la région qui égorge plus de 80% des tutsi. Le géant manque souvent de la chasteté car il nous a menti comme un arracheur des dents ! Il connaît bien que ce qui se passe dans la région, est son oeuvre ! Le jour de cette enquête, le 4 février

1992, nous nous sommes convenus de repasser dans son bureau après notre entretien avec la directrice Pierre Verone, petite soeur de Mgr Ngabo Ministre de défense de guerriers. Le curé nous a heurté immédiatement après qu'il nous eusse fait connaissance.

Nous devons amèrement déplorer l'attitude si négativiste de Pierre Veronne, qui semble jouer aux Inkotanyi ! L'entretien pris sur sa demande avec son préfet des études, nous a révélé du neuf. La politicienne en soutane fait irruption au bureau du préfet et s'exprime en ces termes (en langue locale) «Niko Perefemwitondere Abanyamakuru privés ! Sinshaka ko bamenya aho ukuri guherereye ! (Préfet, je ne veux pas que vous parliez avec les journalistes indépendants ! Je ne veux pas qu'ils découvrent la vérité dans cette affaire, Ndlr). Ne dis pas la vérité aux journalistes,

mais nous allons mener une enquête sur place sans être accompagné. Cet établissement encadre un nombre de 560 élèves. Une centaine à peine avait repris le chemin de l'école. D'ailleurs, le réfectoire est raflé par un bric-à-brac des produits Mironko Plastic. Il a été interdit, depuis le passage de M. Daniel Mbangura, Ministre de l'Enseignement, aux élèves de prendre leurs repas aux ustencils en cuivre. Il faut utiliser du plastic, nous a signalé une fille interceptée au hasard.

Pour le souci d'éviter le malentendu, nos investigations nous ont conduit à faire connaissance d'une Kigalienne étudiant à Kibeho, répondant au nom de Josiane Lumungi, malade dans son lit d'Hôpital au Centre de Santé de Kibeho. Elle nous a supplié d'apporter la lettre dont nous nous épargnons de publier, par laquelle elle signalait à ses parents du danger que courent les élèves hutu au sein de ces deux éta-

blissements.

D'autres ont témoigné que la cause de cette tension est que la majorité du corps professoral de ces écoles est tutsi, qui ne veut pas donner des bonnes notes d'application aux enfants Hutu. Eux travaillent, ont-ils ajouté, avec les Autorités du Burundi et les Inkotanyi (rebelles du FPR) afin de boycotter les cours, provoquer une grève générale dans la région, créer le désordre, pour que les enfants hutu ne puissent étudier durant toute l'année tranquillement, pendant que les autres élèves traversant la frontière pour aller étudier de l'autre côté du pays. Entendez cela, le Burundi voisin.

Les faits ont justifié ces assertions qu'une sœur blanche habitant la région depuis plus de quinze ans, nous avança voulant garder l'anonymat. La présence des réfugiés burundais jouerait aussi un très grand rôle dans cette affaire. C'est pour cette raison, il est vrai, que le HCR et le Gouvernement rwandais auraient pris l'initiative de procéder au transfert de ces personnes pour le camp de réfugiés de Gitarama. Mais il s'est avéré que ces derniers ont énergiquement protesté contre ce vœu. D'ailleurs une marche aurait été organisée par les mêmes réfugiés en guise de mécontentement. Jusqu'à aujourd'hui des militaires rwandais montent la garde armée tout autour du camp Nyarushishi. Animés de la volonté de les entendre (les réfugiés), nous avons été empêchés par les soldats, réclamant l'autorisation expresse signée du sous-préfet; sous prétexte fallacieux que l'entrée est interdite aux journalistes et aux gens de l'extérieur...

Kibeho n'est plus un lieu saint quand il ne saura plus jamais faire cause commune avec les autres enfants ou hommes que tutsi. On ne peut s'imaginer que 80% des mécontents qui oppriment la région sont de l'éthnie tutsi. Il serait même difficile aux chrétiens pratiquant de se préparer pour pélerinage de mars à Kibeho, compte tenu de cette situation, la crise ne pouvant être surmontée de sitôt. Pire encore la Verone nous a défendu de rencontrer l'Abbé Kizito, Spécialiste des questions de la région

Que le Bon Dieu maudisse tous ces «fakirs» maculés de voiles et soutanes !

MERCI
«COLLEGE MARIE MERCI OU
TENSION MERCI».

Notre «aventure» d'enquête était fatigante. Mais, nous avons dû signer pacte entre nous-même de rapporter la vérité, rien que la vérité.

D'après le Préfet des études de Kibeho, nouvellement arrivé à ce poste, très sceptique de nous confier son nom propre : «il y a eu effectivement des zizanies dans cette école». Ces remous ont été délibérément causés par les professeurs tutsi. Ces derniers ont fomenté, nous a confié notre interlocuteur, des bruits sur l'éthnie hutu au sein des élèves dans le but de haïr expressément un professeur n'ayant pas satisfait aux conditions exigées à l'engagement d'un professeur. Paraît-il, a-t-il enchaîné, le directeur étant tutsi, il a engagé un professeur moins brillant comme il en est le cas dans la majorité du corps professoral.

Immédiatement après la grève qui devrait découler de cette «effervescence» ethnique, plusieurs professeurs, qui remercié qui remis à la disposition du Minifop pour avoir pris la décision d'exterminer leurs collègues hutu par tous les moyens !... Résolution prise, selon le préfet de discipline, à l'issue d'une réunion tenue en toute clandestinité de faire partir tout hutu de cette école. Ainsi sur l'effectif de 600 élèves que compte cette école (tous sexes confondus), moins d'une centaine — au moment de notre passage — a pu reprendre leur banc habituel.

A notre question de savoir s'il y a eu des affrontements entre élèves hutu et tutsi à travers lesdits professeurs, le Préfet nous a répondu que c'était simplement sur base des rumeurs qui avaient été circulées pour lesquelles les écoliers ont dû désertier leur école. La plupart des professeurs sont venus alors repêcher sur ces entrefaites leurs sœurs fréquentant le Collège. L'orateur nous avança en substance

qu'il n'était pas question des affrontements «politiques» à proprement parler, mais plutôt des «turbulences» qui ont répandu la peur dans l'école. Elles se sont soldées en toute pacivité.

L'essentiel de ce «brouhaha» est que, affirme encore le Préfet de discipline, «professeur âgé de 42 ans, non immatriculé par le Minifop était à la base de pomme de discorde entre élèves tutsi et hutu. En principe, la retention d'une candidature au poste d'enseignant au cycle du secondaire n'est prise en considération que lorsque le postulant — au jour de sa requête — soit âgé de trente cinq ans révolu nous a-t-il précisé.

Le Préfet de discipline intérimaire de l'animateur non encore engagé, nous a déclaré en finale que le Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire avait joué le rôle d'arbitre la veille (lundi 3 février 1992), dans les mêmes circonstances des faits, à 12 h. 30' et dans la journée du mardi 04 février 1992 devant le réfectoire de l'Ecole. L'Excellence était bien en peine d'exhorter avec loyauté les professeurs à bien travailler, à ne pas avoir de parti pris dans la coloration ethnico-politique du pays sur les élèves.

Le numéro un de l'Enseignement a été à Kibeho toute la journée et n'a pu regagner Kigali que vers 22 heures (Et pourtant Pierre Verone que nous avons rencontrée le premier ne nous a pas parlé du passage du Ministre dans son entité scolaire).

Nous y reviendrons.

ZAYANA Raphaël.

KANGURA NI

IJWI RIGAMIJE

GUKANGURA

NO KURENGERA

RUBANDA NYAMWINSHI!!!

IZCN : NORD-KIVU. K023 3637

LE BRACONNAGE «TOLERE» PULVERISE SON RECORD

(Par R. ZAYANA ne VUNDA)

La marge de sûreté des bêtes dans les parcs nationaux édictée dans le règlement intérieur les régissant et entérinée par l'ex-Président de la République apparaît inexistante. Les tueries aux FAL (Mozer 52 - Piste 30 automatique) sont-elles vraiment en augmentation?

Enquête

Il se passe des histoires peu croyables, mais vraies au Parc National des Virunga. En effet, on nous a révélé, de sources dignes de foi, que nous nous taisons expressément par crainte des susceptibilités, qu'on n'aura jamais cessé de mettre en garde tous ces gardes-chasses qui se permettent de se baliser avec les oeuvrants sous le drapeau national, habitant le long du Lac Idi Amin.

Compte tenu de la rapidité et la fougue avec lesquelles les préqualifiés s'y donnent, il y a lieu d'admettre qu'il existe un "abcès" d'un groupe de gens constitué sur base hétéroclite de caciques au griot de la 11ème République. Foulant aux pieds la notion de la préservation de la nature est une lutte pour la survie de l'homme également. D'où, l'on a une voie obligée d'éclairer l'opinion, en faisant instamment appel à la conscience du Pdg Hankoto Ma Mbaelele sur la vie de l'environnement dont il a la charge. Il avancera à son heure qui, me semble-t-il, n'a pas encore sonné pour remédier efficacement à cet inconvénient. Mais, si l'on traîne dans un croisement, on court aussi le risque de se faire caramboler. Préservation oblige.

Si l'on persiste de tolérer ces actes inconscients, délibérément commis pour des buts lucratifs, ce qui serait une nébuleuse de clubs. Conséquence: on ira tout droit vers un effondrement total des actions menées jusqu'à présent ayant trait à la politique de développement sur le tourisme. Une des sources la plus sûre - à sauvegarder jalousement de rentrée des devises. Pour ce, «KANGURA-MAGAZINE» se veut aimablement ouvrir une

enquête de façon que les points de convergence l'emportent.

Mon objectif à travers ces lignes et les débats qu'il pourrait susciter dans la presse et au-delà, est -somme toute- d'animer les citoyens à comprendre ce que sont réellement les services de base de l'Institut Zaïrois de la Conservation de la Nature, quel rôle ils jouent et qu'ils sont parfaitement compatibles avec la lutte anti-braconnage. D'avance, je me parie que je veux arriver à la conclusion que certain rouage des services ne trouvera point sa place au sein de l'institution sans le soutien de l'opinion publique... Sans amertume, mais non sans regret.

D'aucuns n'ignorent que la plupart des ressortissants du regroupement de villages Rutshuru et Ishasha pratiquent le commerce des viandes boucannées dont la source d'approvisionnement est, à moins que l'on nous prouve le contraire, justement des tueries de la faune. L'"épatant" de l'affaire est que c'est au vu et au su des autorités voire de ceux à qui l'on a confié la responsabilité de la surveillance.

Un Lieutenant a remis un fusil à un certain Katabazi, pour ne pas le citer, avec mission d'abattre les bêtes pour son compte. Curieusement, le plongeur Jeannot connaît, comment, manier ledit fusil. Ce qui nous amène à croire qu'il est chevronné dans le braconnage. Ce dernier s'est fait ravir le fusil avec 92 cartouches! Mis aux arrêts, il a eu la chance de prendre la poutre d'escampette pour se mettre à l'abri de sa recherche vers l'embouchure d'Ouganda. Quelque temps plus tard, le "chasseur" réapparaît. Cela n'a pourtant donné aucune

inquiétude au responsable de rendre au fugitif l'arme arrachée au manipulateur pris dans le sac. Pis est, l'ecce homo, licencié au laquais, a été réhabilité pendant la période de grève à la Station de Lolimbimême. Son comportement d'avoir tiré sur les hippopotames en tenue de garde n'avait mis personne en émoi.

Notre éminente consœur de l'audio-visuelle, en l'occurrence la Radio Bukavu, en a fait allusion dans une de ses émissions mettant un accent particulier sur l'aversion du Conservateur Bagurumbamwe, Sous-Officier chargé de comptage et bagueur, un homme de normes, de fidélité qui juge "dégueulasse" tout ce qui déroge au règlement du Parc National des Virunga. Lorsque le coordinateur avait l'intention de riposter, les tapseurs ont voulu semer panique dans les esprits de la population. Scandale!

Dans toutes les élucubrations sur le plan des responsabilités d'un chacun, surtout à celui dévolu aux militaires, le Général du 4^e Régiment militaire, établi au chef-lieu de la Région, n'en a pas été mis au courant.

D'un proche collaborateur au coordinateur, qui s'étonne de la mission réelle confiée au commando logeant le long du Lac Idi Amin, il a été ressorti que les gardes-chasses, sur la bénédiction des dirigeants, s'accroissent de tout. Sous prétexte fallacieux de monter la garde de pêcheur de Vitsumbi. En plus, on tolère vaille que vaille l'entrée au parc, moyennant paiement du ticket valant une espèce de montant peu plausible. Aucun contrôle ne s'effectue à la sortie de l'enclos; ou des gens à vélo ou moto y sortent avec des viandes.

Suite à la page 18.

CONGO: LA QUERELLE POLITIQUE DES POUVOIRS MILITAIRE & CIVIL:

Après le Togo, les militaires congolais ont donné un coup rude aux institutions démocratiques, mais la crise ne fut pas une surprise, on le voyait depuis un certain temps. En effet le gouvernement congolais, issu de la Conférence nationale et présidé par André Milongo n'a cessé de faire l'objet de nombreuses critiques. On lui reprochait notamment :

- Une forte coloration régionaliste du Cabinet;
- La monopolisation des principaux postes de l'Etat par les ressortissants du sud;
- Une politique d'exclusion des éléments jugés peu favorables au gouvernement;
- Le non-respect des échéances électorales prévues par la Conférence Nationale;
- Certains parlent même de l'incompétence de certains membres du gouvernement.

A part ces vives critiques et bien d'autres; la cause immédiate de la crise congolaise a été la prise de décision par le gouvernement de procéder à des nominations à des postes de commandement au sein de l'armée afin de supprimer la suprématie des nordistes. Et comme on devait s'y attendre, la hiérarchie militaire dont le Général Mokoko a contesté la décision du chef de l'Exécutif et a exigé l'annulation pure et simple des nominations et la désignation d'un nouveau premier ministre avec un gouvernement équilibré tant du point de vue régional que des sensibilités politiques, et le report des nominations au sein de l'armée. Immixtion flagrante dans la gestion !

suite de la page 17

Toujours de même source, à une époque tout récente on pouvait compter, sur la route Nyakakomashasha, un troupeau de plus de 380 hippopotames. Combien, a-t-il terminé, y en a-t-il aujourd'hui?

Ce retour forcé de l'armée dans la vie politique a provoqué diverses réactions :

Pour certains adversaires du gouvernement, André Milongo est responsable de la crise. Mais ils dénoncent en même temps cette intervention de l'armée dans le pouvoir civil.

La France, quant à elle, réagit en préchant la cohabitation entre les anciens pouvoirs et les nouvelles forces jusqu'aux élections libres et démocratiques.

Pascal Lissouba, ancien chef du gouvernement congolais, de son côté accuse André Milongo d'avoir mis en place un gouvernement partisan au lieu d'un gouvernement d'union nationale tel qu'il a été recommandé par la Conférence nationale. Mais il ajoute par ailleurs que la démocratie n'est pas facile à instaurer dans un pays qui souffre de la pauvreté absolue, comme le Congo.

Maintenant que le gouvernement est réaménagé, peut-on espérer le retour au calme dans les enjeux ? Il serait encore tôt pour l'affirmer.

En abandonnant un peu le Congo pour considérer tous les pays d'Afrique en période transitoire, il y a lieu de se demander pourquoi les forces armées semblent hostiles aux autorités chargées de gérer la transition et cherchent à les destabiliser. En effet, après le Togo, on a assisté à la même scène; qu'au Congo, puis au Niger. C'est donc une situation qui tend à se généraliser. Pessimisme !

D'une part ces interventions militaires sont signe d'une non-réconciliation entre les anciens pouvoirs et les nouvelles forces dites de l'opposition, ces dernières étant chargées dans la plupart des cas, de la formation des gouvernements de transition véritables. Alors les militaires toujours fidèles à leurs Chefs et amis des anciens partis uniques s'emparent pour ne pas les voir

évincés par les Chefs de la transition.

D'autre part, la transition est instaurée dans une période où les problèmes socio-économiques pèsent lourd sur les pays africains en général. Ainsi l'armée ne parvenant pas à supporter cette situation difficile, rejette la responsabilité sur les autorités de transition en place.

UWAMUNGU Sylvain.

KENYA : DEMOCRATIE MACHIAVELIQUE

La faiblesse des régimes multipartistes africains a mené depuis les années 80, «les pays-guides» à prévoir une télé instaurations parfois forcée du multipartisme croyant à une démocratisation positive.

La plupart de ces régimes qui ont presque tous dépassé la dizaine (d'années) ont été caractérisés par des massacres alarmants et des répressions arbitraires. Partout des morts subites des personnalités supposées gênantes ont été le cachet de leurs règnes :

Au Kenya, Robert Ouko, ancien Ministre des Affaires étrangères; au Burundi, Rémy Gahutu, ancien Président du PALIPEHUTU exilé en Belgique; au Zaïre, plus de 30 morts parmi les chrétiens qui faisaient une marche pacifique et au Rwanda, la mort de SINDAMBIWE suscite toujours des doutes chez certains. Un peu partout, d'autres toujours (dont les esprits sont à tendance libéral) sont contraints à l'exil.

En ne nous bornant que sur le Kenya, le Président Arap Moi se retrouvera un jour délaissé par ses proches collaborateurs, à cause de la crainte de sa dictature, disent-ils. Pourra-t-il alors à lui seul, faire marcher la KANU (Kenya African National Union) ?

LE PARTI LIBÉRAL «PL» (Rwandais) N'EST PAS LIBÉRAL

Quiconque a bien suivi l'évolution des partis politiques dans le monde, surtout occidental, peut se rendre à l'évidence que les différentes idées exprimées par chaque formation s'articulent principalement autour des courants connus sous diverses appellations dont les principaux sont : libéralisme, social-démocratie, socialisme, démocratie chrétienne, travaillisme, écologie, communisme etc... avec bien entendu des variantes dans leurs conceptions respectives de la société dans un cadre spatio-temporel donné.

Les pays du Tiers-Monde comptent aussi à leur sein des partis créés de toutes pièces par l'homme fort du moment mais dont l'espérance de vie ne va généralement pas au delà du mandat légal ou illégal de ce dernier. Son successeur, intronisé à la suite d'un coup de force peu recommandable, s'empresse à imposer ses points de vue et à rayer de la mentalité des gens toute trace du régime antérieur. Mais au fond, ni l'un ni l'autre ne sont capables d'assurer à leurs mouvements politiques une réelle continuité parce qu'ils ne reposent sur aucune base idéologique objective, durable et désintéressée.

Ces opportunistes qui manipulent le parti de leur invention comme bon leur semble n'ont pas tout à fait tort puisqu'il s'agit justement de leur propriété privée même s'ils parviennent à y faire adhérer par force ou par conviction une bonne partie de la population. Mais déformer la réalité universelle à des fins personnelles ou claniques constitue quand même l'ignoble attitude, une malhonnêteté intellectuelle crapuleuse et le vil sacrilège politique. C'est bien le cas du fameux et bouillonnant «PL» qui s'est approprié malveillamment le luxe d'embrasser une doctrine sacrée qui ne nourrit aucune tendance commune avec les visées séparatistes, diaboliques et anti-populaires de ceux qui au Rwanda réclament de ce cou-

rant en le convertissant en néonazisme.

En fait, le libéralisme n'est pas un mouvement passe-partout; il exprime bien et de la façon la moins ambiguë possible une doctrine politique ou économique qui prône la suprématie de la LIBERTE dans la société. Ce phénomène n'est pas tombé du ciel, il prend son origine dans la pensée des grands philosophes du XVIII^e siècle comme Voltaire, Rousseau et Diderot. Au XIX^e S. La conception libérale de l'homme est celle de l'homo oeconomicus, un «être de raison qui n'aspire qu'à se procurer le maximum de gain pour le minimum de peine». L'individu est ainsi l'agent économique auquel il convient d'accorder le maximum de liberté. La libre concurrence qui exclut l'intervention de l'Etat et des groupes privés est indispensable au bon fonctionnement des mécanismes régis par les lois économiques. Sous la III^e République Française, le libéralisme devient de plus en plus une doctrine de défense de la moyenne et de la grande bourgeoisie. Au XX^e S. l'étiquette de «libéral» est attribuée aux formations politiques modérées qui se situent au centre avant 1914, plus à droite (conservatisme) après la première guerre mondiale. L'accent est surtout mis sur la défense de la libre entreprise en matière économique. Les partis libéraux sont très actifs dans de nombreux pays, notamment en Angleterre, en Belgique, dans les pays scandinaves, en Suisse, au Canada et en Italie.

Le parti libéral de Mugenzi et Lando ne peut donc nullement prétendre mériter un quelconque droit de cité dans ce cercle de «vrais libéraux» et devrait plutôt avoir le courage de ne pas continuer à inonder cette doctrine respectable de crasses puisées dans les milieux féodaux aux sentiments les plus rétrogrades et aux intentions malsaines. Les partisans de cette formation barbare, apparentée au FPR des Inkota-

nyi et leurs complices de l'intérieur et de l'extérieur du pays et dont l'objectif primordial n'est autre chose que la réinstauration d'un pouvoir minoritaire tutsi et le massacre systématique et impitoyable de tous les bahutu, ont habilement séduit leurs partenaires étrangers en exaltant de belles idées de liberté pour parvenir à leur soutirer des fortunes inouïes... et ils ont parfaitement bien réussi.

En 1959, les tutsi s'étaient ralliés aux partis UNAR et RADER au moment où les hutu avaient massivement adhéré aux partis des masses populaires (rubanda nyamwinshi), PARMEHUTU (le MDR n'était pas encore né !) et APROSOMA. De tels regroupements autour des formations à base ethniste étaient tout à fait fondés et justifiés et les termes dénominatifs de ces dernières étaient particuliers à la situation créée par les circonstances du moment. Aucun parti, même l'UNAR, ne s'était dès lors, abusivement et sans scrupules, servi de dogmes dérobés au delà de la Méditerranée et de l'Océan Atlantique et qui ne collaient guère avec la réalité vécue hic et nunc. Est-ce que, franchement parlant, ce sont ces monarchistes tutsi qui seuls aspirent à la liberté, manifestent une volonté de se dégager de tout lien social et étatique et sont animés des idées plus conformes à la nature de l'homme ? Ou alors ils appartiennent à la classe des indépendants, des bourgeois, des hommes d'affaires et des conservateurs qui effectivement constituent le gros de troupes des libéraux occidentaux.

Le P.L est plutôt devenu le précieux point de rassemblement des tutsi plus que jamais, décidés à reconquérir le pouvoir par la force des armes et par le biais des urnes après avoir habilement et cyniquement phagocyté, avec un acharnement obsessionnel mais hautement tactique, les grands partis politiques comme le déformé et le vendu MDR et l'ennuyeux précheur d'une unité impossible, voire suicidaire pour les masses hutu, le MRND. Ndekezi B.

K023 3640



On avait, depuis quelques temps, prétendu la fin de règne de Mohamed El Kadhafi, il n'en est autre chose... Il en